

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

### **Association Théâtre Paris Villette**

211 Avenue Jean Jaurès,  
75019 Paris

Mesdames, Messieurs,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Théâtre Paris Villette relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la crise sanitaire liée à la propagation du virus COVID-19.

L'activité de l'association Théâtre Paris Villette entre dans le champ de activités soumises à une interdiction d'ouverture au public tel que précisé par arrêtés ministériels des 14 et 15 mars 2020.

L'impact de cette crise qu'il n'est pas en mesure de quantifier en ce jour, dépendra de la durée de cette épidémie, des mesures de prévention et d'accompagnement décidées par le gouvernement, des conditions d'éligibilités des salariés en chômage partiel.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à Paris, le 4 juin 2020

Le Commissaire aux Comptes  
SARL LE-CAC

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vincent Lamy', with a long horizontal stroke extending to the right.

Vincent LAMY

**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2019			Exercice clos le 31/12/18
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/19	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	61 531	47 765	13 766	16 762
Immobilisations corporelles	558 780	307 520	251 260	281 171
Immobilisations financières	153		153	153
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>620 464</b>	<b>355 284</b>	<b>265 179</b>	<b>298 085</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés				
Créances				
Clients et comptes rattachés	26 686		26 686	34 101
Autres créances	149 977		149 977	279 974
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	238 566		238 566	104 035
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>415 229</b>		<b>415 229</b>	<b>418 109</b>
<b>CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE (III)</b>	<b>16 002</b>		<b>16 002</b>	<b>13 949</b>
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III)</b>	<b>1 051 695</b>	<b>355 284</b>	<b>696 410</b>	<b>730 144</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/19	Exercice clos le 31/12/18
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	58 185	53 608
Résultat de l'exercice	(342)	4 577
Provisions réglementées	227 395	223 002
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)</b>	<b>285 239</b>	<b>281 188</b>
<b>PROVISIONS (II)</b>	<b>15 301</b>	<b>10 392</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées	5 226	12 313
Avances et acomptes reçus	1 307	1 240
Fournisseurs et comptes rattachés	113 671	97 936
Autres	184 109	152 932
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>304 312</b>	<b>264 421</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)</b>	<b>91 558</b>	<b>174 143</b>
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	<b>696 410</b>	<b>730 144</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises	3 290	4 988	(1 698)	-34%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	268 217	245 025	23 193	9%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 092 309	1 130 842	(38 533)	-3%
Autres produits	36 384	19 720	16 664	85%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 400 200</b>	<b>1 400 575</b>	<b>(375)</b>	<b>0%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises	2 582	2 796	(214)	-8%
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	526 731	506 124	20 607	4%
Impôts, taxes et versements assimilés	21 265	22 222	(957)	-4%
Rémunérations du personnel	560 072	564 810	(4 738)	-1%
Charges sociales	226 517	237 007	(10 490)	-4%
Dotations aux amortissements	81 097	77 136	3 961	5%
Dotations aux provisions	15 301	10 392	4 909	47%
Autres charges	27 997	31 658	(3 661)	-12%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 461 562</b>	<b>1 452 144</b>	<b>9 418</b>	<b>1%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(61 362)</b>	<b>(51 570)</b>	<b>(9 793)</b>	<b>-219%</b>
Produits financiers (III)	311	201	110	55%
Produits exceptionnels (IV)	66 572	61 177	5 395	9%
Charges financières (V)	230	429	(199)	-46%
Charges exceptionnelles (VI)	5 632	4 801	831	17%
Impôts sur les bénéfices (VII)				
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)</b>	<b>(342)</b>	<b>4 577</b>	<b>(4 919)</b>	<b>-107%</b>

# ANNEXE

1 janvier 2019 au 31 décembre 2019



## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

### Autres éléments significatifs

La crise sanitaire liée au COVID-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur.

L'association Théâtre Paris Villette a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'association Théâtre Paris Villette n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### 3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

### 4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### 5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

**IMMOBILISATIONS**

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	47 989	13 542		61 531
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>47 989</b>	<b>13 542</b>		<b>61 531</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	167 234	1 885		169 119
Installations générales agencements divers	316 293	31 381		347 674
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	40 604	1 382		41 987
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>524 131</b>	<b>34 649</b>		<b>558 780</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	<b>153</b>			<b>153</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)</b>	<b>572 272</b>	<b>48 191</b>		<b>620 464</b>

**AMORTISSEMENTS**

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>		<b>31 227</b>	<b>16 538</b>		<b>47 765</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		80 411	28 753		109 163
Installations générales agencements divers		128 854	31 561		160 415
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles		33 696	4 246		37 942
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>		<b>242 960</b>	<b>64 559</b>		<b>307 520</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>		<b>274 187</b>	<b>81 097</b>		<b>355 284</b>

**DÉPRÉCIATIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés				
Autres actifs				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

**PROVISIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	223 002	69 500	65 107	227 395
Provisions pour risques	10 392	15 301	10 392	15 301
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>233 394</b>	<b>84 801</b>	<b>75 499</b>	<b>242 696</b>

**ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE**

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	176 663	176 663	
Charges constatées d'avance	16 002	16 002	
<b>TOTAL CRÉANCES</b>	<b>192 665</b>	<b>192 665</b>	

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	5 226	5 226		
Fournisseurs et comptes rattachés	113 671	113 671		
Autres dettes	184 109	184 109		
Produits constatés d'avance	91 558	91 558		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>394 564</b>	<b>394 564</b>		

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	16002
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>16002</b>

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	91558
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>91558</b>

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	91 284
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	4 647
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>95 931</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 600
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>1 600</b>